



P R E F E T D E L A H A U T E - G A R O N N E

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt

Bureau de la Coordination et des Procédures

BR

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la
Société PROCOLOR à AUTERIVE

N° 68

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le titre 1er du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 avril 2010 actualisant les prescriptions techniques auxquelles sont soumises les installations exploitées par la société PROCOLOR à AUTERIVE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 09 octobre 2012 ;

Considérant que la société PROCOLOR ne respecte pas certaines prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2010 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre la société PROCOLOR en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

A R R E T E

ARTICLE 1er – Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société PROCOLOR est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite à AUTERIVE de respecter les prescriptions techniques mentionnées aux articles 4.2.2, 4.2.3, 4.3.4, 4.3.9, 9.2.3, 9.2.4, 8.1.1.1, 8.1.1.4, 8.1.2, 8.1.4, 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 06 avril 2010.

ARTICLE 2 – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société PROCOLOR.

Toulouse, le 19 OCT. 2012

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN